



Journée de mobilisation transnationale en soutien au peuple iranien

La répression en Iran franchit encore un cap avec la multiplication des condamnations à mort.

Depuis la mort de Jina-Mahsa Amini, la colère gronde en Iran parmi les étudiant.es, les femmes (qui se déplacent désormais à visage découvert), les salarié.es, etc. avec le soutien de la grande majorité de la population.

La répression envers les manifestant.e-s est sanglante. En Iran, vouloir constituer des syndicats, manifester, faire grève ou exprimer des opinions ou des convictions déplaisant au gouvernement sont considérés comme des crimes, que le régime iranien réprime par l'application généralisée de sévices et de la torture, de très lourdes peines, ou encore des exécutions arbitraires. Ces méthodes répressives sont inacceptables.

La répression, qui s'est accrue, vise à créer une atmosphère de peur pour dissuader toutes celles et ceux qui voudraient lutter pour de justes revendications. Mais cela n'entame pas la détermination du peuple iranien qui continue à manifester en appelant à la chute du régime tout en refusant un éventuel retour de la monarchie.

A travers différents pays (Royaume-Uni, Danemark, Norvège, Suède, Canada...), des mouvements de soutien se sont formés. Des collectifs et des organisations syndicales organisent régulièrement des événements de soutien dont des manifestations.

Face à l'amplification de la répression, des syndicats, collectifs et autres mouvements de ces pays ont décidé d'appeler ensemble à une journée transnationale de mobilisation le mercredi 8 février.

A Paris, le collectif intersyndical appelle à un rassemblement à proximité de l'ambassade d'Iran,

place Léna, Paris 16ème (métro Léna)

mercredi 8 février à 18h

En soutien à la mobilisation des iraniennes et iraniens, le collectif intersyndical souhaite également interpeller l'ambassade iranienne, notamment sur le sort des syndicalistes emprisonné.es.

Le collectif intersyndical reste mobilisé aux côtés des iraniennes et des iraniens pour que leurs aspirations légitimes de liberté et de démocratie deviennent une réalité.

Paris, le 1^{er} février 2023